

Commune de Anse

Rapport d'orientations budgétaires 2021



Préambule

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la commune grâce à une analyse rétrospective et projective.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels en cours et envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le ROB doit être transmis au Préfet du Département et au Président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Le Débat d'Orientation budgétaire doit permettre au Conseil Municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affectées dans le budget primitif voire au-delà pour les autorisations de programme. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les Conseillers Municipaux sur l'évolution financière de la Collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Le Budget Primitif 2021 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population ansoise, tout en intégrant le contexte économique national, les orientations définies par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021, ainsi que la situation financière locale.

La conjoncture générale, tant sur le plan économique, financier et législatif fera l'objet de la première partie de ce rapport.

La deuxième partie présentera l'intégration de la collectivité au plan local en analysant ses relations avec les autres strates de collectivités.

Enfin la troisième partie présentera la situation financière de la commune de Anse, tant sur le plan de la rétrospective que sur celui des orientations du budget de l'année 2021.

Table des matières

I.	LE CONTEXTE NATIONAL.....	3
A.	Le contexte économique.....	3
1.	Compte tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie de Covid 19 impose à l'économie mondiale, il est très difficile de projeter une perspective macroéconomique de la situation mondiale pour 2020 et 2021.....	3
2.	Une inflation durablement faible.....	3
B.	Le projet de loi de finances pour 2021	3
II.	Les différentes dotations en soutien à l'investissement public local	5
A.	Le soutien de l'Etat à l'investissement public local.....	5
1.	La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).....	5
2.	La Dotation de Soutien à l'investissement (DSIL)	5
B.	Le Contrat Ambition Région de la Région Auvergne Rhône Alpes (CAR).....	6
C.	Le dispositif d'aides aux communes du Département du Rhône	6
D.	Les relations intercommunales avec CCBPD	7
III.	Analyse financière de la commune : rétrospective et projective	7
A.	Rétrospective financière	7
1.	Compte administratif 2020 provisoire :	7
B.	Analyse des taux	12
C.	Effectif de la collectivité et charges de personnels.....	12
D.	Orientations budgétaires 2021	13
1.	Budget de fonctionnement.....	13
2.	Budget d'investissement.....	15
E.	Endettement	19

I. LE CONTEXTE NATIONAL

A. Le contexte économique

1. Compte tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie de Covid 19 impose à l'économie mondiale, il est très difficile de projeter une perspective macroéconomique de la situation mondiale pour 2020 et 2021.

Résiliente en 2019 (1.5%), l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID 19 au premier semestre 2020. Reculant de 5.9 % au T1, le PIB a chuté de 13.7 % au T2 suite au confinement national instauré au printemps dernier (17 mars au 11 mai).

Suite à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a fortement rebondi à l'été tout en restant inférieure à 4 % à son niveau d'avant crise.

Le PIB a augmenté au T3 mais a reculé de 4.3% en glissement annuel.

L'activité économique s'est de nouveau se contracter au T4. Toutefois compte tenue de la progressivité des mesures de restriction de nouveau imposées, l'impact économique est moins important qu'au T2 ; la croissance française devrait chuter de – 10.3 % en 2020 avant de rebondir en 2021.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant. Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. Pour atténuer l'impact économique et social de la crise sanitaire, le gouvernement a accompagné le 1^{er} confinement d'un vaste ensemble de mesures d'urgence. Le coût total est estimé à 470 milliards (environ 20 % du PIB). Au-delà des mesures d'urgence, le gouvernement français a lancé en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 milliards financé à hauteur de 40 % par l'Europe comprenant 3 axes (écologie, compétitivité et cohésion), il vise à soutenir l'activité et minimiser les effets potentiels à long terme de la crise sanitaire.

2. Une inflation durablement faible

Depuis le début de la pandémie mondiale, l'inflation a fortement baissé, passant de 1.5% en janvier 2020 à 0% en septembre, son plus bas niveau depuis mai 2016. Cette forte baisse de l'inflation est principalement due à l'effondrement des prix de certains biens et services induit par une forte baisse de la demande mondiale relativement à celle de l'offre mondiales induites par l'instauration de confinements dans de nombreux pays. La chute du prix du pétrole est aussi largement à l'origine de la disparition de l'inflation française. Au regard de la hausse attendue du chômage, l'inflation devrait principalement être guidée par les prix du pétrole et rester faible un certain temps : après 1.1 % après 2019, l'inflation française devrait à peine atteindre 0.5% en moyenne en 2020 et demeurer à 0.6 % en 2021.

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB selon le 4^{ème} projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2020.

Pour 2021, le gouvernement prévoyait, dans le PLF 2021 avant le nouveau confinement, une baisse du déficit public à 6,7 % du PIB et une dette publique à 116,2 % du PIB.

Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la BCE. En effet, compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps. Or, si la banque centrale ne réduit pas son bilan dans les années à venir, les obligations achetées par la BCE deviendront « perpétuelles » et le taux d'endettement ne différera de la période pré-crise que d'un point de vue comptable.

B. Le projet de loi de finances pour 2021

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2021 a été présenté en Conseil des ministres le 28 septembre 2020, puis complété des premiers amendements adoptés par l'Assemblée nationale.

En janvier 2021 à l'issue du vote des textes définitifs, il fera l'objet d'une actualisation, avec l'aperçu de l'environnement macro-économique. Le PLF pour 2021 est le premier exercice du budget vert. De manière inédite, la totalité des dépenses du budget de l'État et des dépenses fiscales font l'objet d'une cotation indiquant leur impact environnemental (climat, adaptation au changement climatique, ressource en eau, économie circulaire, lutte contre les pollutions, biodiversité). La France est pionnière au niveau mondial dans cette démarche de transparence, qui enrichit l'information du Parlement et des citoyens sur les effets de l'action publique sur l'environnement

Un Projet de Loi de Finances reflète son temps. La pandémie qui bouleverse 2020 imprime donc fortement sa trace au projet 2021 comme elle a amené une série de lois de finances rectificatives tout au long de l'année.

Les entités publiques locales sont fortement touchées dans leurs finances par la crise. L'impact pourrait être de 20 milliards € sur trois ans, à comparer à des dépenses de fonctionnement proches de 700 milliards € dans le même temps.

Le corpus réglementaire institue différentes mesures pour résorber ce choc et donner aux entités publiques locales les moyens d'être des acteurs de la relance, le grand axe du PLF 2021.

Des transferts financiers de l'Etat aux collectivités en baisse dans le PLF 2021 fin des dégrèvements de taxe d'habitation (TH)

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'Etat majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils atteignent 104,4 milliards € dans le PLF 2021 à périmètre courant, en baisse de 10 % par rapport à la LFI 2020. Cette diminution est directement liée à la suppression des dégrèvements de TH puisqu'en 2021, le produit de la TH est affecté au budget de l'Etat (-13 Mds €) et le bloc communal est compensé par de nouvelles ressources fiscales.

La DGF reste stable en 2021, avec 18,3 milliards d'euros pour le bloc communal et 8,5 pour les départements, soit 26,8 milliards d'euros au total. L'évolution du montant de la DGF par rapport à 2020 résulte de mesures de périmètre (ajustement du montant de certaines dotations afin de tirer les conséquences de la recentralisation du financement du RSA à Mayotte et à La Réunion décidée en 2019 et 2020, minorations liées à la recentralisation à l'État de compétences sanitaires exercées par les départements, absence de nouvel abondement du Fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU) qui avait majoré le montant de la DGF en 2020).

Cette stabilité globale se fait tout de même au profit des collectivités bénéficiant des dotations de solidarité urbaine et rurale (DSU et DSR) qui augmentent chacune de 90 millions d'euros, de 30 millions d'euros pour la dotation d'intercommunalité, de 10 millions d'euros pour les dotations de péréquation des départements, mais aussi de la DACOM pour les collectivités d'outre-mer, qui récupèrent 17 millions d'euros au nom d'un rattrapage de traitement par rapport aux collectivités métropolitaines « afin de réaliser le tiers de rattrapage restant à réaliser ».

En revanche, cette année, l'enveloppe normée ne consomme que 50 millions d'euros au titre des variables d'ajustement, contre 120 millions l'an dernier. Mis à contribution l'an dernier à travers l'inclusion de la DC RTP dans ces variables, le bloc communal est cette fois-ci épargné.

Elle baisse en revanche de 5 millions pour les départements et de 7,5 millions pour les régions. Leur dotation carrée est de plus amputée de 20 millions pour les premiers et de 17,5 pour les secondes.

Reporté successivement lors de la loi de finances pour 2019 et 2020, l'automatisation du FCTVA sera mise en place en 2021. L'objectif est de passer d'une éligibilité selon la nature juridique des dépenses à une logique d'imputation comptable. Celle-ci sera en définitive mise en œuvre de façon progressive sur trois ans : en 2021, automatisation pour les collectivités en régime de versement dit d'année « n », en 2022 pour celles qui sont en « n+1 » et en 2023 pour celles en « n+2 ». La commune de Anse sera soumise au 3^{ème} cas, soit une mise en route de l'automatisation en 2023.

Cette réforme pourrait créer un surcoût résiduel pour le budget de l'Etat pouvant aller jusqu'à 235 M€. Ce surcoût donnera lieu, le cas échéant, à l'édiction d'une mesure de correction, par exemple sur l'assiette du FCTVA.

Cette mesure sera couplée à une amélioration des contrôles effectués par les préfetures et les postes comptables. Ainsi, avant la généralisation à l'ensemble des régimes, la neutralité budgétaire de la réforme sera assurée.

II. Les différentes dotations en soutien à l'investissement public local

Les collectivités locales portent 67% de l'investissement public local. A ce titre, elles ont vocation à être pleinement associées à la relance nationale, notamment au travers d'un appui massif de l'État.

A. Le soutien de l'Etat à l'investissement public local

L'État est le premier contributeur au budget des collectivités. Chaque année, il attribue aux communes, aux intercommunalités, aux départements et aux régions un ensemble de concours financiers composés notamment de dotations financières. Il existe une vingtaine de dotations, tant en fonctionnement qu'en investissement, dont la dotation globale de fonctionnement (DGF). Elles représentent près d'un tiers des ressources des collectivités. La commune de Anse a bénéficié également de 2 autres dispositifs majeurs :

1. La Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR)

Créée par l'article 179 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011 et résultant de la fusion de la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes et de la Dotation de Développement Rural (DDR), la commune de Anse en a été bénéficiaire en 2020 au titre des travaux liés à l'extension de l'école Cassin pour un montant de 142 500 €.

2. La Dotation de Soutien à l'investissement (DSIL)

Créée en 2016 pour soutenir l'emploi dans l'économie locale, la DSIL (dotation de soutien à l'investissement local) est devenue un dispositif pérenne.

Pour Auvergne-Rhône-Alpes, l'enveloppe déléguée en 2020 est de 64 975 205 €

Dans le cadre du plan de relance, une enveloppe nationale d'un milliard d'euros de DSIL exceptionnelle est prévue sur 2020-2021 afin d'accompagner les communes et leurs groupements.

Comme pour la dotation DSIL "classique", le préfet de région en assure le pilotage et l'attribution pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, sur la base des propositions qui lui sont adressées par les préfets de département. Ces derniers sont en charge de l'instruction des dossiers qui leur sont proposés.

Une dotation de 113.6 millions d'euros supplémentaires a été allouée à la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La commune s'est vue notifiée une aide de 117 000 € pour la construction du local d'animations sociales sur laquelle un acompte de 35 100 € a été perçu en 2020. Le reste figure dans les prévisions de recettes du budget 2021 à hauteur de 81 900 €.

Une demande a été formulée concernant la 2ème phase des travaux du château des tours (2ème étage) mais n'a pas à ce jour été acceptée.

Enfin, la commune est en attente de subventions pour les travaux du château des Tours de la part de la DRAC au titre des Monuments historiques :

235 142 € ont été notifiés et un acompte de 70 542.60 € a été perçu sur 220, une subvention de 103 640€ est en attente concernant le complément de la 1ère phase (chemin de ronde) et une nouvelle demande a été adressée concernant les travaux de la 2ème phase.

B. Le Contrat Ambition Région de la Région Auvergne Rhône Alpes (CAR)

La commune a sollicité la Région au titre des travaux de restauration du château des tours (phase initiale + complément chemins de ronde et phase n°2). Seule une notification pour la 1ère phase a été reçue et prévoit une attribution de 117 571 €. Les autres dossiers sont à l'étude et étroitement liés à l'instruction menée par les services de la DRAC.

Par ailleurs, la Région a renouvelé les contrats Ambition Région.

Les listes d'opérations inscrites dans les contrats sont déterminées par un dialogue direct qu'engage la Région avec les collectivités locales. Les contrats sont conclus pour une durée de 3 ans.

Une 1ère génération de Contrats Ambition Région a été déployée à compter de 2017 ; la commune a pu bénéficier à ce titre d'une subvention de 380 000 € pour la Halle des Sports, dont le solde a été perçu en mars 2020. Une 2ème génération de Contrats sera donc mise en place en 2021.

Les opérations inscrites dans les contrats AMBITION REGION peuvent être subventionnées au taux de 50% maximum, sur la base d'un montant de dépenses subventionnables de 60 000 € HT minimum, pour un montant minimum d'intervention régionale de 30 000 €.

Les Contrats Ambition Région sont adossés à des dotations financières mobilisables pour chaque territoire : Le périmètre de la CCBPD pour la commune de Anse.

Un dossier a été déposé :

- pour la construction de la salle des fêtes.

La région Auvergne Rhône Alpes a également, en cette période de crise sanitaire, lancé une opération BONUS RELANCE, pour encourager et aider les collectivités locales à investir dans des opérations devant être réalisées avant le 30 juin 2021.

La subvention possible est au maximum de 100.000€ et la moyenne sera à 25.000€

La commune de Anse a déposé un dossier :

- pour la création de 2 courts de tennis en résine synthétique

C. Le dispositif d'aides aux communes du Département du Rhône

Le partenariat d'aides aux communes a été renouvelé en 2020.

Le conseil départemental a voté un montant de 10M€ d'aides pour soutenir les projets des communes avec une enveloppe spécifique pour les projets portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments communaux.

Au titre des appels à projets 2019, la commune a déjà encaissé les subventions sur 2019 même si les dépenses des travaux se concrétisent en 2020 et même 2021 :

Ainsi pour les constructions du local d'animation et la restauration du château, la commune a déjà perçu deux fois 100 000 € fin 2019.

La commune de Anse a également présenté de nouveaux dossiers au titre des appels à projet pour 2020.

Tout d'abord, pour les travaux de rénovation énergétiques des bâtiments, la commune a fait une demande pour un montant de 85 000 € (sur un montant subventionnable de 187 000 €).

Et la commune a présenté son dossier pour bénéficier d'une subvention pour la construction de la salle des fêtes à hauteur de 190 000 €.

Enfin, la commune de Anse a bénéficié de l'aide dénommée « amendes de police » pour un montant de 12 000 € dans le cadre des travaux réalisés au titre de la signalisation sonore des passages pour piétons. Ces opérations seront à budgéter en 2021.

D. Les relations intercommunales avec CCBPD

Stable, l'attribution de compensation perçue en 2020 s'est élevée à 1 547 952.84 € (section de fonctionnement).

En 2020 la section d'investissement a été impactée par l'opération de mandat confiée par la CCBPD concernant la partie « voirie » de l'aménagement des abords de Cassin. Cette opération a été soldée par la prise en charge par la CCBPD des travaux de voirie, soit un remboursement perçu de 228 000 €.

La commune et la CCBPD sont également engagées dans une opération partiellement mutualisée concernant la construction de la salle des fêtes et de la crèche intercommunale (40 berceaux) qui se situeront sur un foncier commun route de Lucenay à proximité immédiate de la caserne des pompiers.

L'objectif est une livraison « à minima » de la crèche en 2022 pour une mise en service en septembre 2022 ou début 2023 et de la salle des fêtes début 2023.

La Commune devra acquérir le foncier de l'ensemble du projet, car les communes doivent mettre à disposition le foncier des crèches à la Communauté de Communes.

Enfin sur 2020, la commune et la CCBPD ont réceptionné le giratoire sis route de Lucenay à proximité du quartier de Porte de Brigneux. Cette opération, réalisée par la CCBPD, a donné lieu au versement d'un fonds de concours par la commune à destination de la CCBPD à hauteur de 280 981 € pour un montant prévu initialement de 350 000 €.

III. Analyse financière de la commune : rétrospective et projective

A. Rétrospective financière

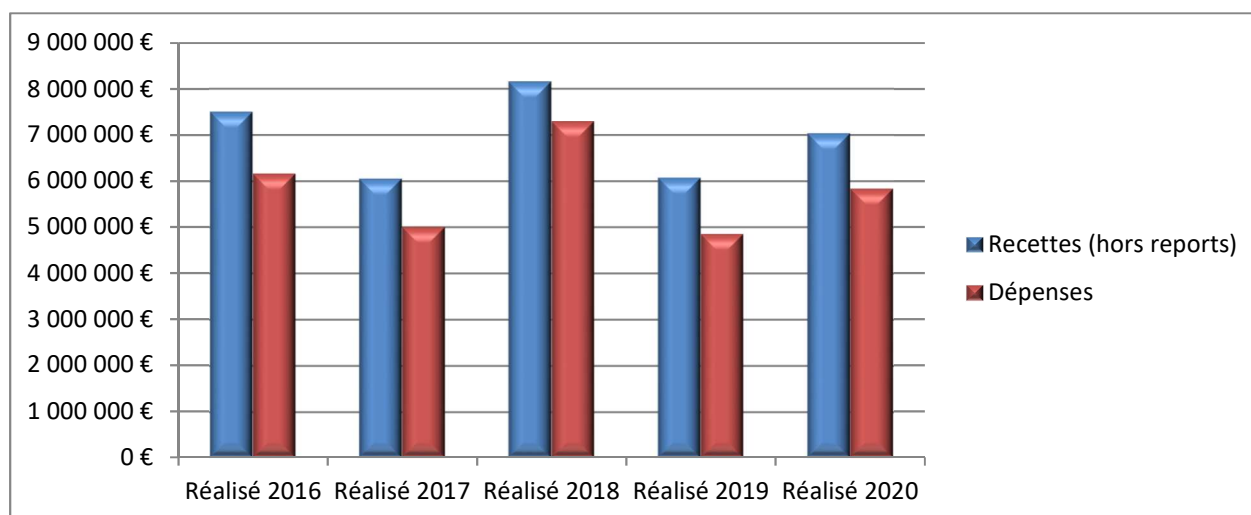
Le bilan de l'année 2020 ne peut être analysé sans le mettre en relation avec la crise sanitaire. En effet, tout en assurant la continuité du service tout au long de la pandémie, les activités et ressources de la commune de Anse ont été affectées.

Que ce soit sur le plan des dépenses ou bien sur celui des recettes, le compte administratif se distingue des précédents. Toutefois, la commune a su, grâce à sa solidité financière, la mobilisation de ses infrastructures et des ressources humaines associées (élus, agents, association, bénévoles...) faire preuve d'agilité et s'adapter pour maintenir la qualité de sa mission de service public en faveur de l'intérêt général.

Compte administratif 2020 provisoire :

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	5 831 076 €	4 684 272 €
Recettes	7 030 173 €	5 949 576 €
Excédent année N	1 199 097 €	1 265 304 €
Excédent ou déficit n-1	2 614 269 €	-253 315 €
Résultat cumulé de l'exercice	3 813 366 €	1 011 989 €
Solde des restes à réaliser		-733 723 €
Besoin de financement (déficit d'investissement + solde des restes à réaliser)		
Affectation du résultat (art.1068)		
Excédent à reporter R002 et R001	3 813 366 €	1 011 989 €

1. Section de fonctionnement



(1) Recettes :

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020*
Reports résultats	2 765 125€	2 916 607€	3 897 231€	2 614 269 €
Redevances	223 969€	231 038€	244 401€	179 517 €
Impôts et taxes	4 281 729€	4 287 820€	4 510 827€	4 683 232 €
Dotations et subventions	1 026 903€	958 092€	851 447 €	873 680 €
Revenus des immeubles	415 511€	323 249€	347 825 €	317 639 €
Remboursements de rémunérations	11 537€	27 090€	45 081 €	75 627
Revenus financiers	-			
Revenus divers	68 962€	2 299 939€	43 261€	878 545 €
Amortissements et provisions (reprises)	20 817€	21 103€	22 911€	21 933 €
* : compte administratif anticipé pour 2020.	8 814 553€	8 148 334€	9 962 985€	9 644 442 €

Les redevances sont en diminution par rapport aux années précédentes. Cette différence est due à la pandémie de covid 19 qui a entraîné la fermeture des salles et l'annulation de plusieurs spectacles. Les redevances sont impactées tout comme les revenus des immeubles par la non-location de certaines salles municipales.

Les produits issus de la fiscalité directe progressent malgré le maintien des taux d'imposition, cette progression est due à l'augmentation des bases d'imposition.

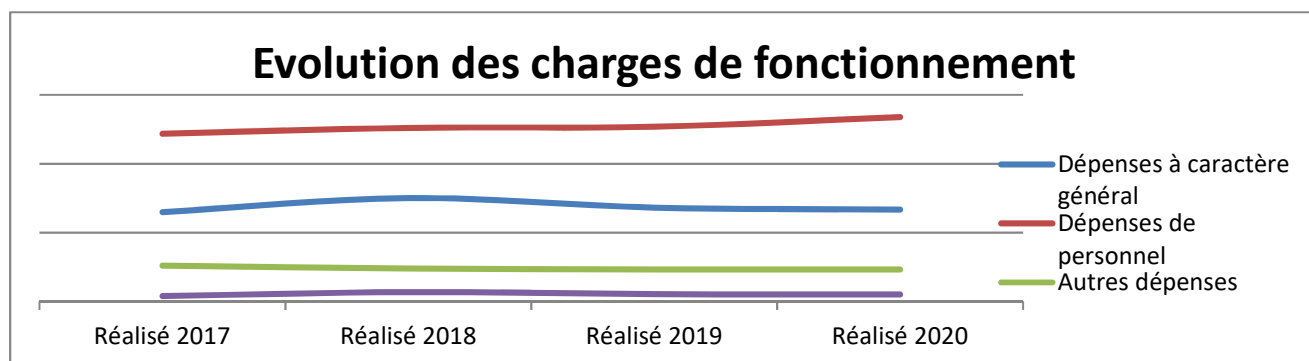
Les revenus divers concernent les produits des cessions. La vente du camping en 2018 avait permis d'enregistrer 2 200 000€ ce qui explique la forte variation entre 2018 et 2019. En 2020, la commune a enregistré la cession du tènement foncier situé impasse Jean Laval, soit 841 000 € payables en 2 échéances : 50 % à la signature et le solde après l'achèvement des fondations, soit sur l'exercice 2021 ; les écritures correspondantes seront explicitées dans la suite du rapport.

(2) Dépenses :

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020*
DEPENSES				
Dépenses imprévues	-	-		
Dépenses à caractère général	1 297 724€	1 500 885€	1 363 021€	1 333 295€
Dépenses de personnel	2 434 765€	2 519 515€	2 537 350€	2 674 933€
Divers	-			
Autres dépenses	519 438€	479 323€	459 936€	463 425€
Charges financières	78 809€	136 234€	106 975€	100 831€
Charges exceptionnelles	201 794€	6 828€	330€	31 292€
Amortissements et provisions (dotations)	471 289€	2 651 379€	379 694€	1 227 301€
Virement à la section d'investissement	-	-		
	5 003 819€	7 294 165€	4 847 307€	5 831 076€

* : compte administratif anticipé pour 2020.

Les dépenses à caractère général connaissent une légère diminution par rapport à 2019. La pandémie de covid 19 a entraîné le report et l'annulation de certaines dépenses (annulation de fêtes et cérémonies, spectacles...) et l'apparition de charges exceptionnelles : coût des équipements sanitaires (masques, gel hydro alcoolique, essuie main, produits d'entretien..., charges de personnel supplémentaires lors du déconfinement...)



2. Section d'investissement

(1) Recettes :

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020*
RECETTES				
Report de résultats	634 874€		3 352 348€	
Affectation de résultat de fonctionnement	800 000€	894 126€		2 501 409 €
Virement de la section de fonctionnement				
Remboursement de TVA et taxe d'aménagement	435 846€	879 362€	630 963€	365 335 €
Subventions d'investissements	354 360€	869 591€	209 000€	1 019 913 €
Emprunts	350 000€	860 610€	650 000€	450 000 €
Opération de mandat	-			228 000 €
Divers	8 163€	7839€	620€	
Produits de la cession d'immobilisations	-			
Transfert des dotations aux amortissements et provisions	471 289€		379 694€	1 227 301 €
Opérations d'ordre - patrimoniales	2 930 859€	2 651 379€		131 183 €
	5 985 391€	6 162 909€	5 222 626€	5 949 576 €

* : compte administratif anticipé pour 2020.

Les recettes d'investissement de l'exercice 2020 sont particulièrement importantes. En effet, plusieurs subventions, y compris celles dont la demande est plus ancienne, ont été encaissées sur 2020.

Certaines de ces subventions concernent tout d'abord des opérations terminées : extension de l'école Cassin et construction de la halle des sports. Aussi, d'autres subventions ont été perçues alors que les travaux correspondants sont en début d'exécution ou non encore commencés: rénovation des bâtiments pour la réalisation d'économies d'énergie et construction d'une salle des fêtes.

Le chapitre « transfert des dotations aux amortissements et provisions » fait état de la cession du tènement foncier au profit de la SCI les Colombages. Ces écritures concernent partiellement la sortie de l'inventaire communal des terrains bâtis qui appartenaient à la commune (Maisons ex Rollin et ex Delcher). La commune a cédé ses propriétés pour un montant total de 841 000 € dont 50 % du montant a déjà été perçu soit 420 500 €. Le solde est attendu en 2021 au moment de l'achèvement des fondations.

Comme vu précédemment, les subventions d'investissement ont été particulièrement élevée en 2020.

(2) Dépenses :

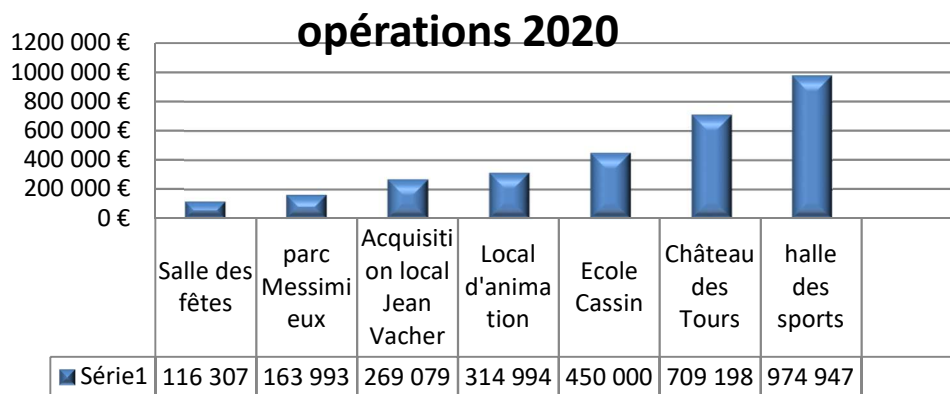
Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020*
--------------	--------------	--------------	---------------

DEPENSES				
Report de résultats (déficits)	-	715 986€		253 315 €
Divers	-		35 346€	10 241 €
Etudes	46 996€	3 033€	25 964€	71 669 €
Subventions d'équipements	-			280 981 €
Investissements matériels non affectés	298 492€	567 937€	474 435€	246 712 €
Investissements entretiens non affectés		155 943€	67 434€	1 608 €
Remboursements emprunts	253 569€	384 350€	418 611€	456 285 €
Opération de mandat				228 000 €
Transfert des reprises sur amortissements et provisions	20 817€	21 103€	22 911€	21 933 €
Opérations d'ordre - patrimoniales	2 930 859€			131 183 €
Opérations	3 150 645€	963 078€	4 431 236€	2 800 803 €
<i>* : compte administratif anticipé pour 2020.</i>	6 701 378€	2 811 432€	5 475 940€	4 937 587 €

Bien que certaines opérations ne soient pas encore totalement réceptionnées, l'année 2020 conclut le précédent Plan Pluriannuel d'Investissement :

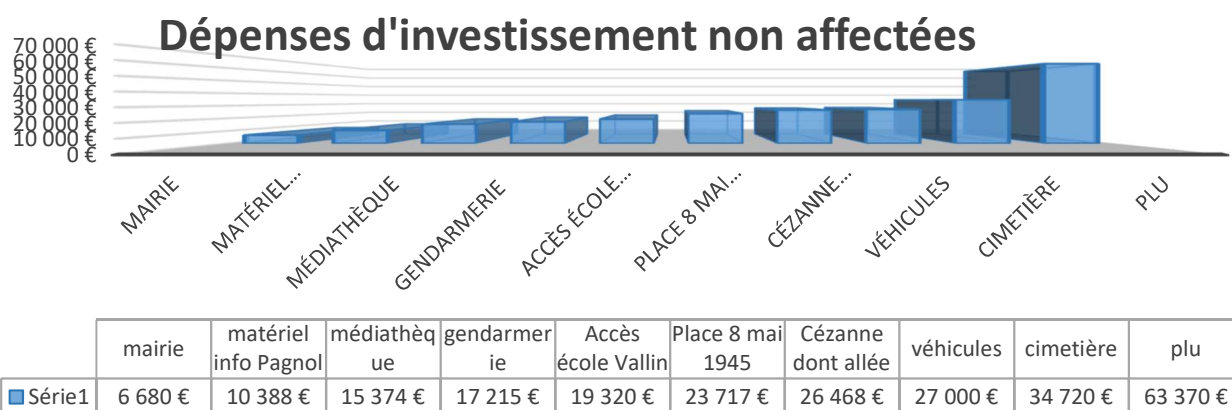
- Finalisation de l'opération de construction de la halle des sports, opération désormais terminée et Autorisation de Programme (AP) pouvant être soldée.
- L'extension de l'école René Cassin sur le tènement de l'ancienne caserne des pompiers et la restructuration de ses abords, qui sont terminées, mais dont le solde est à prévoir au budget 2021,
- L'aménagement du parc de Messimieux est en fin de réalisation, tout doit être terminé au printemps 2021
- La rénovation du château des tours (extérieur, tour et 3^{ème} étage) qui est toujours en cours, été dont les travaux sont prévus jusqu'à la fin du printemps 2021.
- Le local d'animation sociale en cours de réalisation et qui doit se terminer à l'été 2021.

Le budget d'investissement 2021 sera impacté de ces opérations non terminées à fin 2020.



D'autres dépenses d'investissement non affectées à des opérations ont été réalisées en 2020 :

- Révision du PLU (en cours) : 63 370 €
- Cimetière : pose d'un columbarium et reprises de concessions : 34 720 €
- Acquisition de défibrillateurs pour Ansolia et l'église afin de compléter l'équipements déjà existants (Trouillet, Marvingt) : 3 020 €
- Mise en place d'un système de contrôle d'accès aux bâtiments : 5 880 €
- Mise en place d'un ensemble sécurisé portail et portillon pour la gendarmerie : 17 215 €
- Acquisition de matériel informatique : -
 - tablettes élus 13 651 €
 - bureaux mairie et services divers 13 500 €
 - écoles 14 000 €
 - médiathèque 7 600 €
- Installation d'un passage piéton PMR 19 890 €
- Acquisition d'un véhicule KANGOO électrique pour les services techniques : 26 700 €
- Accès sécurisé pour l'école maternelle Ninon Vallin : 19 320
- Aménagement allée piétonne école maternelle Paul Cézanne 16 008 € réfection revêtement sol : 7 500 €



B. Analyse des taux

	2020 taux communaux inchangés depuis 1996	Taux moyen 2016 de la strate département 69	Taux moyen 2016 de la strate niveau Région	Taux moyen 2018 de la strate niveau national
Taxe d'habitation	13,73 %	13.61%	12.63 %	16.79%
Foncier bâti	17,93 %	17.45 %	18.70%	19.51 %
Foncier non bâti	39,40 %	37.96 %	53.27 %	42.27 %

Source : DGFIP 69 fiche AEF GESTION 2017 –strate 5 000-9 999 habitants.

L'analyse des taux d'imposition a toutefois ses limites, car les bases de valeur locative par communes sont très inégalitaires. Un même taux peut conduire à des montants d'impôts locaux très disparates.

Les orientations budgétaires 2021 proposent de maintenir les taux d'imposition, stables depuis 1996.

C. Effectif de la collectivité et charges de personnels

Effectifs	2016	2017	2018	2019	2020
Titulaires	49	52	54	55	52
Contractuels	7	7	6	7	8
TOTAL	56	59	60	62	60

	2016	2017	2018	2019	2020
Charges de personnel	2 352 766€	2 434 645€	2 519 515€	2 537 349€	2 674 933€

D. Orientations budgétaires 2021

1. Budget de fonctionnement

Le budget 2021 montre une augmentation qui est à nuancer car elle est due au montant du report du résultat 2020. Le montant de la section de fonctionnement prévu pour 2021 se rapproche cependant fortement du budget de l'année 2019.

a) Recettes de fonctionnement

RECETTES

	Voté 2019.	Réalisé 2019	Prévu 2020	Réalisé 2020	Prévu 2021	Variations BP 2021/2020
Reports résultats	3 897 231 €	3 897 231€	2 614 269 €	2 614 269€	3 813 366 €	+ 46 %
Redevances	140 900€	244 401€	149 675 €	179 517 €	158 010 €	+ 6 %
Impôts et taxes	4 179 953€	4 510 827€	4 247 000 €	4 683 232 €	4 351 600 €	+ 2 %
Dotations et subventions	815 030€	851 446€	779 230 €	873 680 €	814 507 €	+ 5 %
Revenus des immeubles	331 350€	347 825€	301 180 €	317 639 €	302 850 €	+ 1 %
Remboursements de rémunérations	10 000€	45 081€	20 000 €	75 627 €	20 000 €	=
Revenus divers	2 975€	43 261€	12 712€	878 544 €	12 500 €	-2%
Amortissements et provisions (reprises)	25 000 €	22.911€	22 933 €	21 933€	22 933 €	=
	9 402 438.92€	9.962 986€	8 147 000 €	9 644 442€	9 495 767 €	+17%

Commentaires sur les recettes

Diminution des redevances et des revenus des immeubles

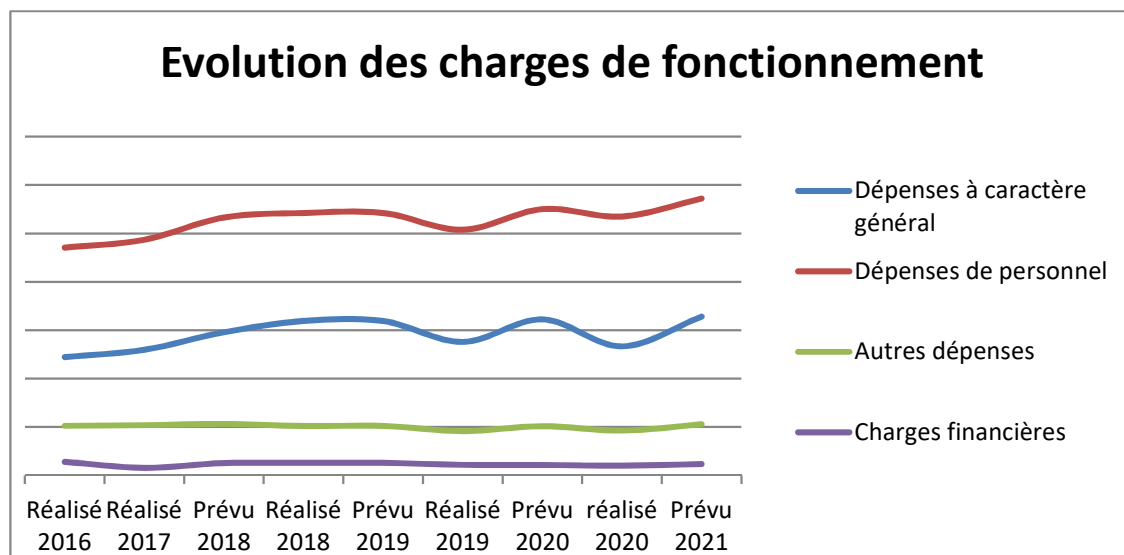
Les dégrèvements de taxe d'habitation seront intégralement compensés par l'Etat. Cet impôt sera remplacé par la taxe foncière sur les propriétés bâties attribuée aux départements, majorée d'une compensation de l'Etat.

L'augmentation de l'assiette permet de bénéficier cependant d'une hausse des produits issus de la fiscalité directe.

La Dotation Globale de Fonctionnement provenant de l'Etat reste stable.

b) Dépenses de fonctionnement

DEPENSES						
	Voté 2019.	Réalisé 2019	Prévu 2020	Réalisé 2020	Prévu 2021	Variations BP 2021/2020
Dépenses imprévues	20 000€		20 000 €		20 000 €	=
Dépenses à caractère général	1 599 235€	1 363 021€	1 594 737 €	1 333 294 €	1 640 125 €	+ 3 %
Dépenses de personnel	2 709 066€	2 537 349€	2 791 277 €.	2 674 933 €	2 860 000 €	+ 2 %
Divers	-					
Autres dépenses	519 107€	459 936€	528 511 €	463 424 €.	528 539 €	=
Charges financières	131 817€	106 975€	108 500 €.	100 830.85€	95 612 €	-12%
Charges exceptionnelles	111 000€	330€	153 000 €.	31 292.08 €.	118 000 €	-23 %
Amortissements et provisions (dotations)	400 000€	379 694€	387 990 €.	1 227 301.49 €.	390 000 €	=
Virement à la section d'investissement	3 912 214€		2 562 985 €		3 843 487 €	+50%
	9 402 439 €	4 847 307 €	8 147 000€	5 831 076€	9 495 767 €	+17 %



○ **Commentaires sur les dépenses**

Compte tenu des aléas sanitaires, l'année 2021 est encore incertaine.

Le budget communal 2021 devra donc permettre de faire face aux enjeux avec agilité.

Les charges générales et celles liées au personnel restent relativement stables malgré le développement du nombre de bâtiments et infrastructures.

Les dépenses liées à la covid 19 seront désormais comptabilisées dans les charges à caractère général et non plus en charges exceptionnelles comme cela était en partie le cas en 2020.

Les dépenses liées à la fourniture d'énergie (électricité et gaz) représentent un poste de dépenses particulièrement élevé et en permanente augmentation. Une analyse approfondie sera menée en 2021 afin d'optimiser les coûts.

2. Budget d'investissement

a) Recettes d'investissement

Prévu 2019	Réalisé 2019	Prévu 2020	Réalisé 2020	Prévu 2021
------------	--------------	------------	--------------	------------

RECETTES					
Report de résultats (bénéfices)					1 011 989 €
Affectation de résultat de fonctionnement	3 352 348 €	3 352 348 €	2 501 409 €	2 501 409 €	.
Virement de la section fonctionnement	3 912 214 €		2 562 985 €		3 843 487 €.
Remboursement de TVA +TAM	586 822 €	630 963 €	304 384 €	391 769.83 €	790 000 €.
Subventions d'investissements	522 500 €	209 000 €	1 024 099 €	1 019 913 €	492 184.€
Emprunts	650 000 €	650 000 €	450 000 €	450 000 €.	450 000 €.
Divers	.	620 €		.	
Produits de la cession d'immobilisations	350 000 €		841 000 €		115 000 €.
Transfert des dotations aux amortissements et provisions	400 000 €		387 990 €	1 227 301 €	390 000 €
Opérations d'ordre - patrimoniales	159 000 €	379 695 €	159 000 €	131 183 €	159 000 €
Opération de mandat			228 000 €	228 000 €	
Créance envers un tiers					420 500 €
	9 932 884 €	5 222 626 €	8 458 867 €	5 949 576 €	7 672 163 €

Le solde de la section d'investissement présentait un solde positif important au compte administratif. Cet excédent est dû aux subventions encaissées sur 2020 pour des travaux en partie non réalisés. Cela explique le report de résultat en R001.

Le FCTVA espéré en 2021 correspond aux dépenses d'investissement réalisées en 2019, année marquée par les opérations « halle des sports » et « extension Cassin ».

Le montant des cessions attendu est estimatif compte tenu des réalisations incertaines de différentes ventes (maison Farget, LM Promotion, Katrimmo, Jardiland). Au global, la commune a perçu 50 % du montant prévu en 2020 soit 420 500 € le complément devant être perçu sur 2021 au moment de l'achèvement des fondations. Comme vu précédemment, les subventions d'investissement ont été particulièrement élevée en 2020.

Au chapitre 27, la créance attendue concerne le solde de la cession au profit des colombages.

b) *Dépenses d'investissement*

	Prévu 2019	Réalisé 2019	Prévu 2020	Réalisé 2020	TOTAL 2021 à voter + RAR
DEPENSES					
Report de résultats (déficits)			253 315 €	253 315 €	
Divers	35 346 €	35 346 €	10 250 €	10 241 €	
Etudes	88 790 €	25 964 €	87 800 €	71 669 €	13 530 €
Subventions d'équipements	350 000 €		350 000 €	280 981 €	
Investissements matériels non affectés	897 809 €	474 435 €	754 965 €	246 712 €	1 154 552 €
Investissements entretiens non affectés	171 711 €	67 434 €	2 946 €	1 608 €	
Remboursements emprunts	435 000 €	418 611 €	465 000 €	456 285 €	500 000 €
Transfert des reprises sur amortissements et provisions	25 000 €	22 911 €	22 933 €	21 933 €	22 933 €
Opérations d'ordre - patrimoniales	159 000 €		159 000 €	131 183 €	159 000 €
Opérations d'équipement	7 770 226 €	4 431 236 €	5 689 158 €	2 800 804 €	5 822 148 €
Opération de mandat			228 000 €	228 000 €	
Créances envers un tiers			435 500 €	434 856 €	
	9 932 885 €	5 475 941 €	8 458 867 €	4 937 587 €	7 672 163 €

Les projections de dépenses intégrées dans la ligne « opérations d'équipement » concernent les investissements figurant dans le prochain PPI mais aussi à un certain nombre de travaux concernant les projets non réceptionnés en 2020 (décalage des projets budgétisés en 2020 (château des tours, local d'animation et parc de Messimieux) qui se cumulent avec ceux de 2021 (salle des fêtes, salle des mariages et bureaux PM, château nouvelle tranche).

- Projets d'investissements 2021 : proposition d'une enveloppe de 5 millions d'euros environ affectée aux opérations :

Présentation des investissements figurant dans le nouveau PPI :

Complexe sportif

1 - Objet de l'opération : Rénovation des courts de tennis à la suite de la construction de la Halle des Sports

2 - Objectif poursuivi : Terminer et parachever les équipements sportifs de la commune. Les deux courts de tennis ont été détériorés lors des travaux de la halle des sports. Comme prévu, il convient de les remettre en état.

3 - Durée de l'opération : Début des travaux courant 2021 pour une durée approximative de 4 mois.

Salle des fêtes

1 - Objet de l'opération : La Commune souhaite se doter d'une salle des fêtes adaptée à des manifestations telles que : repas dansant d'associations – mariages – fêtes privées etc..

2 - Objectif poursuivi : Ce sera un équipement entre Ansolia et le foyer rural, adapté à une demande forte actuellement.

Cette salle sera d'une contenance de 250 à 300 personnes, et permettra la musique amplifiée dans le respect des normes. Son implantation est prévue sur un terrain à acquérir près de la caserne des pompiers, à proximité de la future crèche de Anse.

Il conviendra également de prévoir un parking suffisamment dimensionné.

3 - Durée de l'opération : Acquisitions courant 2021 et travaux sur 2021 et 2022 pour une durée approximative de 18 mois.

Local d'expression théâtrale

1 - Objet de l'opération : La Commune a acheté l'ancien local de la DDE près de foyer rural et souhaite le transformer en local associatif

2 - Objectif poursuivi : Ce sera un équipement plus spécifiquement destiné à l'expression théâtrale. Anse compte plusieurs troupes de théâtres qui n'ont pas de lieu spécialisé pour développer leur enseignement auprès des jeunes et des moins jeunes.

Ce lieu deviendra un véritable repère culturel dans notre commune, et son utilisation permettra d'alléger l'utilisation du castel com au profit de la médiathèque

3 - Durée de l'opération : travaux sur 2022 pour une durée approximative de 12 mois.

Local police municipale – Salle des mariages et du conseil

1 - Objet de l'opération : La Commune s'engage dans une opération de VEFA pour acquérir 600 m² de locaux à proximité de la mairie, pour y implanter à la fois les bureaux de la police municipale, et y créer une salle des mariages et de conseil municipal.

2 - Objectif poursuivi : Les objectifs sont multiples :

- Supprimer la friche industrielle à l'arrière de la mairie pour y implanter un immeuble neuf
- Offrir à la police municipale des locaux adaptés et dimensionnés en fonction de l'évolution de la Commune
- Réaliser une salle de conseil et de mariages de plain-pied, accessible et suffisamment grande.

3 - Durée de l'opération : travaux sur 2021, 2022 et 2023 pour une durée approximative de 28 mois.

Implantation de la vidéo protection sur le territoire de la Commune

1 - Objet de l'opération : Commencer le déploiement sur la commune de la vidéo protection

2 - Objectif poursuivi : Anse est l'une des dernières communes de sa taille à ne pas avoir initié cette démarche généralisée de par l'évolution des technologies. L'objectif est de débiter un déploiement qui s'étalera en tant que de besoin au fil des années.

3 - Durée de l'opération : début des travaux en 2021 puis annuellement

Nouvelle tranche (2^{ème} étage) pour terminer la restauration du Château des Tours

1 - Objet de l'opération : terminer définitivement la restauration de ce Monument Historique.

2 - Objectif poursuivi : L'objectif principal est de terminer la sauvegarde et la restauration de ce monument de 800 ans d'âge, en aménageant le deuxième étage de manière à permettre une vie dans le château : expositions, réunions, séminaires geopark etc.

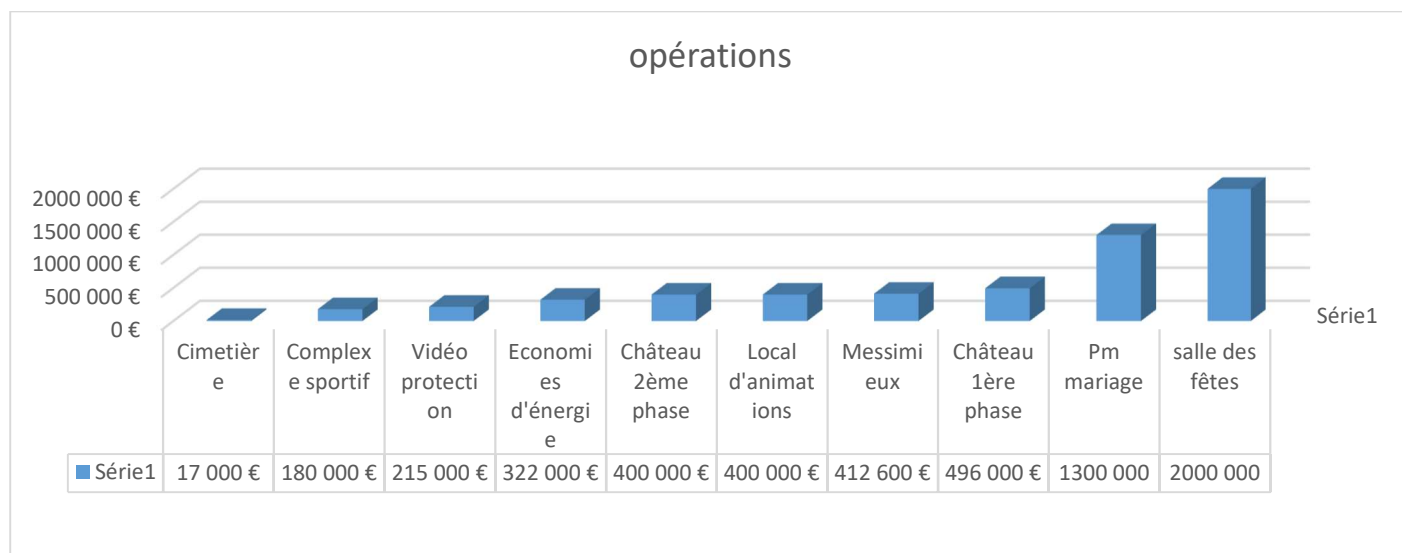
3 - Durée de l'opération : début des travaux en 2021 et fin sur 2022

Coûts estimatifs et Financements attendus :

		2021	2022	2023
Complexe sportif	180 k€	180 k€	0 k€	0 k€
Salle des fêtes *début en 2020	3 400 k€	2 000 k€	1 400 k€	0 k€
2 ^{ème} étage château	400 k€	400 k€	0 k€	0 k€
Espace théâtre	300 k€	0 k€	50 k€	250 k€
PM – salle mariage	1 850 k€	1 300 k€	550 k€	0 k€
Vidéo protection	350 k€	200 k€	100 k€	50 k€
Total	6 480 k€	4 080 k€	2 100 k€	300 k€
Subventions	600 k€	500 k€	100 k€	0 k€
Cessions	785 k€	535 k€	250 k€	0 k€
FCTVA	1 500 k€	750 k€	600 k€	150 k€
Autofinancement	2 695 k€	1 845 k€	700 k€	150 k€
Emprunts	900 k€	450 k€	450 k€	0 k€
Total Financements	6 480 k€	4 080 k€	2 100 k€	300 k€

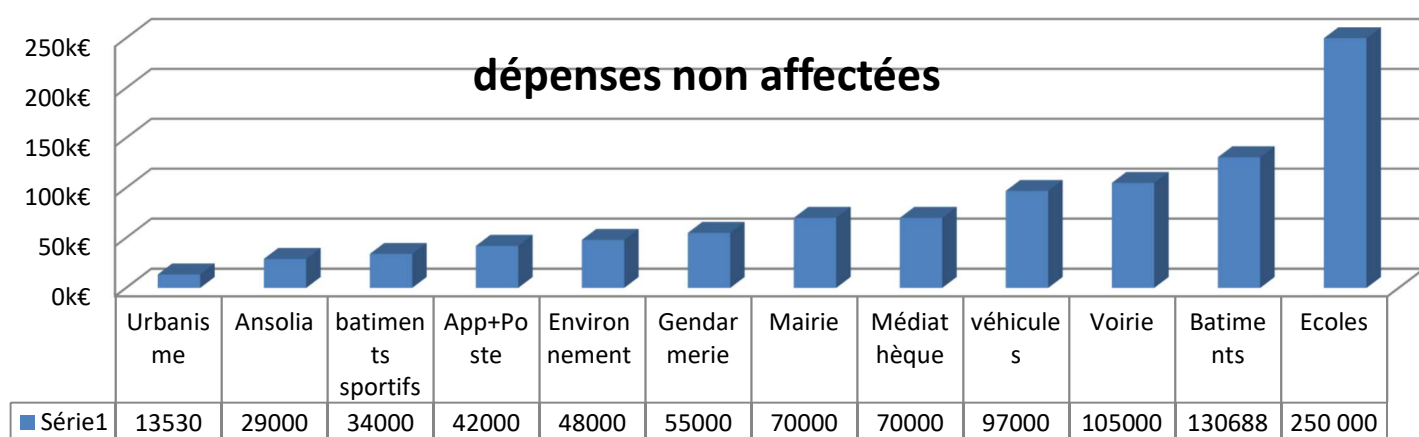
Subventions 600 k€

Région 150 k€
Département 300 k€
DETR 150 k€



Et quelques dépenses d'investissements dans différents domaines tels que résumées ci-dessous

Montant des dépenses d'investissements non affectées en opérations : 1 155 000 €

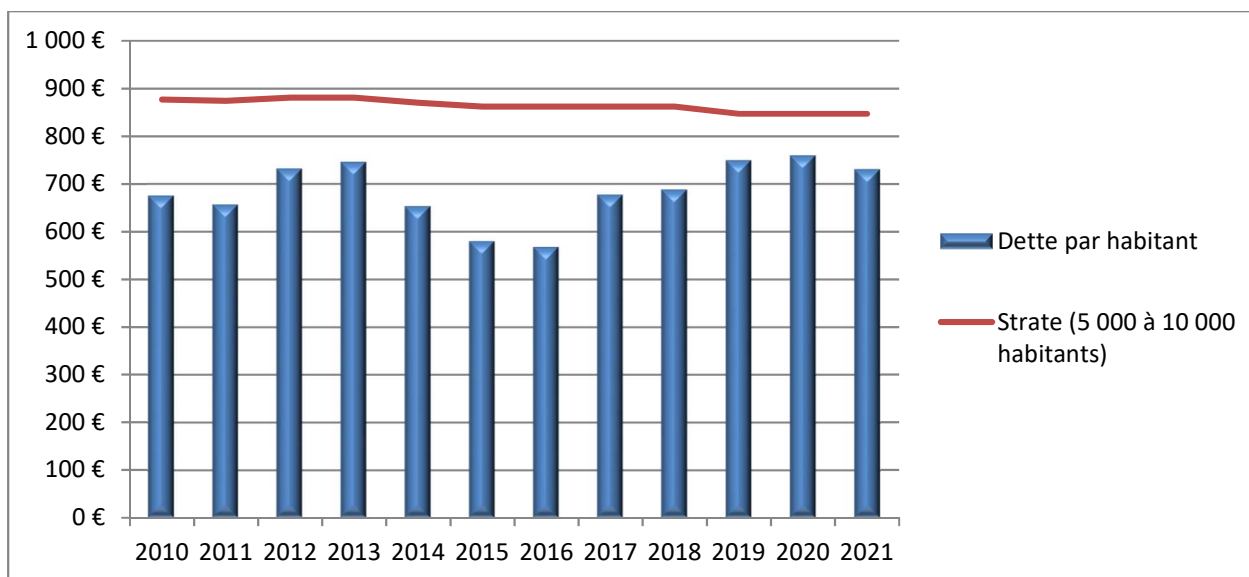


E. Endettement

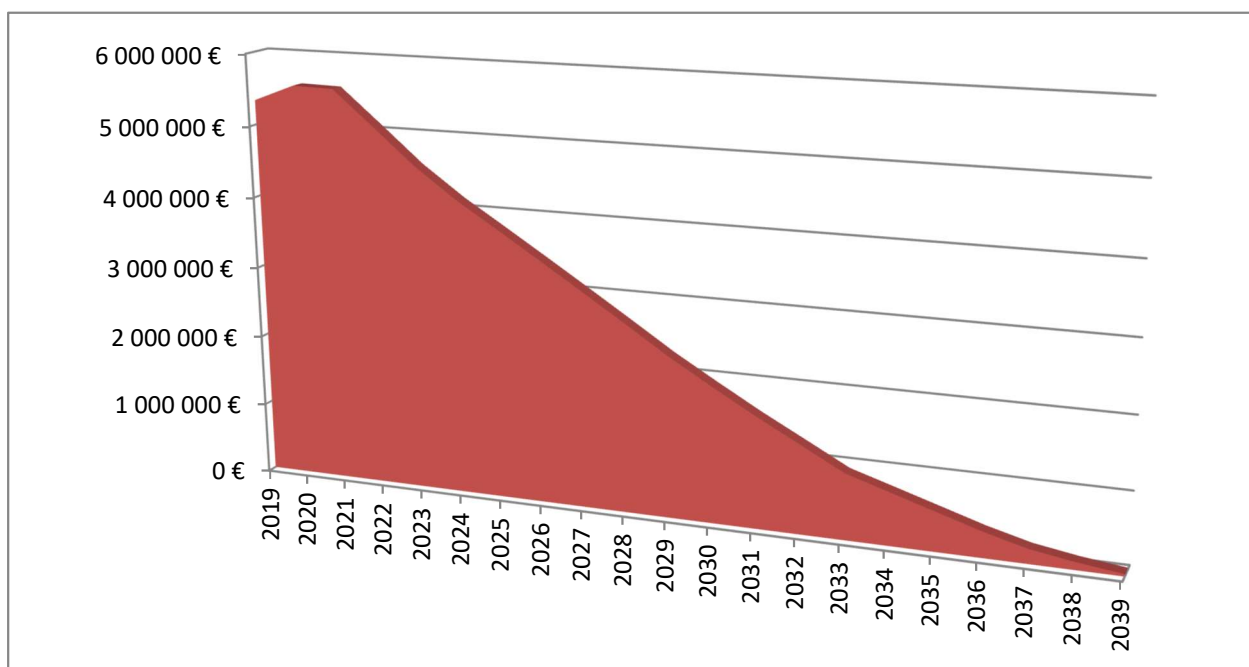
- Dettes par habitant :**

Au 01 janvier 2021, l'encours de la dette s'élève à 5 557 348 € soit à 730.75 € par habitant (pour une population totale de 7 605 habitants au 1^{er} janvier 2021). (Moyenne communes de 2500 à 10000 habitants = 847€)

Ainsi, l'annuité 2021 s'élève à 593 666 € dont 99 018 € pour les intérêts et 494 198 € pour le capital.



- **Courbe d'extinction de la dette**



En 2018, deux emprunts de 600k€ et 260k€ ont été mobilisés, le premier pour l'école Cassin, le deuxième pour l'acquisition du local (ex DDE)., soit 860k€ au lieu de 1.000k€

En 2019, un emprunt de 650k€ a été contracté pour finaliser le PPI, au lieu des 1.300k€ prévus, pour la halle des sports.

En 2020, un emprunt de 450k€ a été contracté pour finaliser le PPI, au lieu des 600k€ prévus, pour le château des tours et le parc de Messimieux.

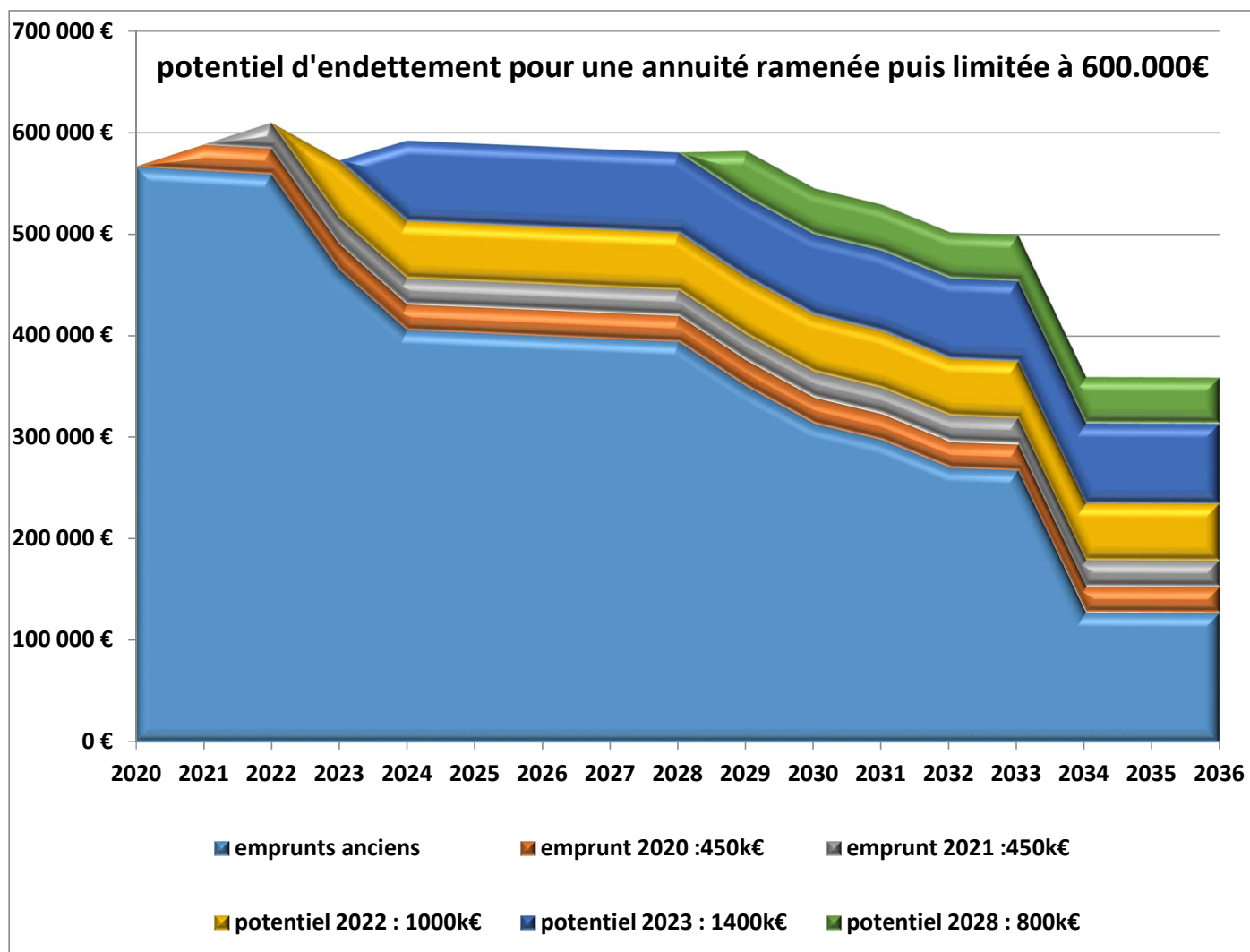
En 2021, il est envisagé de souscrire un nouvel emprunt de 450k€.

La commune de Anse a une capacité de remboursement, compte tenu de sa structure financière de l'ordre de 550k€ à 600k€ par an d'annuité

Compte tenu des emprunts actuels en place, y compris l'emprunt souscrit fin 2020 de 450k€ et celui envisageable en 2021 (450k€ proposés), l'annuité d'emprunt connaîtrait un pic en 2022 à 659.000€ :

La volonté étant de ramener l'annuité d'emprunt aux alentours de 600.000€ par an, cela nous permet de déterminer pour les années futures la potentialité maximale de souscriptions d'emprunts sur les années suivantes.

- **Evolution de l'annuité (potentiel d'endettement)**



Le potentiel maximum d'emprunts entre 2021 et 2026 s'élève donc à 2850k€ pour maîtriser notre annuité à 600k€ par an